



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/885
20 décembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ARABE

Quarante-cinquième session
Point 122 de l'ordre du jour

**COORDINATION ADMINISTRATIVE ET BUDGETAIRE ENTRE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES ET LES INSTITUTIONS SPECIALISEES AINSI QUE
L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE**

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Shamel NASSER (Egypte)

I. INTRODUCTION

1. A sa 3e séance, le 21 septembre 1990, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-cinquième session la question intitulée "Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique" et de la renvoyer à la Cinquième Commission.

2. Pour l'examen de ce point, la Cinquième Commission était saisie du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/45/798). Elle était également saisie de notes du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection sur l'établissement du budget dans les organisations du système des Nations Unies (A/45/130) et les observations y relatives du Comité administratif de coordination (A/45/130/Add.1).

3. La Commission a examiné le point à ses 37e, 38e, 40e, 42e, 43e et 50e séances, les 27 et 30 novembre et les 5, 10, 11 et 19 décembre 1990. Les opinions exprimées et les observations faites au cours du débat de la Commission sur cette question sont consignées dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.5/45/SR.37, 38, 40, 42, 43 et 50).

I. EXAMEN DU PROJET DE DECISION A/C.5/45/L.18

4. A la 50e séance, le 19 décembre, à la suite de consultations officielles, le représentant de l'Allemagne a présenté un projet de décision (A/C.5/45/L.18).

5. A la même séance, la Cinquième Commission a adopté le projet de décision A/C.5/45/L.18 sans procéder à un vote (voir par. 6).

III. RECOMMANDATION DE LA CINQUIÈME COMMISSION

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision ci-après :

L'Assemblée générale, sur la recommandation de la Cinquième Commission,

a) Prend acte avec satisfaction du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur la coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique 1/;

b) Invite le Comité consultatif à poursuivre son examen des questions administratives et budgétaires qui présentent de l'intérêt pour le renforcement de la coordination entre les organisations et programmes du système des Nations Unies et, compte tenu de la déclaration liminaire du Président du Comité, se félicite que ce dernier ait l'intention de veiller à ce que les informations statistiques présentées à l'Assemblée générale soient à jour et de redoubler d'efforts pour rendre compte de questions particulières intéressant l'ensemble du système, telles que les services de conférence, les achats et les dépenses d'appui des organisations;

c) Approuve les conclusions et recommandations sur l'amélioration de la coordination dans le système des Nations Unies, qui figurent dans le rapport des Présidents du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination sur la vingt-cinquième série de réunions communes des deux organes 2/;

d) Prie instamment les organisations du système des Nations Unies d'appuyer sans réserve le Comité administratif de coordination dans les efforts que celui-ci fait pour améliorer son rapport d'ensemble annuel, qu'il s'agisse du contenu analytique ou de l'optique prospective;

e) Prend note avec satisfaction du rapport du Corps commun d'inspection sur l'établissement du budget dans les organisations du système des Nations Unies 3/ et des observations y relatives du Comité administratif de coordination 4/;

f) Prie le Corps commun d'inspection de poursuivre ses travaux sur les techniques et pratiques d'établissement du budget dans le système des Nations Unies et de mettre régulièrement à jour les tableaux comparatifs figurant dans le volume II de son rapport.

1/ A/45/798.

2/ E/1990/123.

3/ A/45/130.

4/ A/45/130/Add.1.